

Patrick Artus : « Comment corriger les handicaps de la zone euro »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/24/patrick-artus-comment-corriger-les-handicaps-de-la-zone-euro_6218316_3232.html

Chronique publiée dans *Le Monde* du 24 février 2024

Si l'excédent de la balance des paiements européenne continue d'être investi hors d'Europe, la zone euro n'en finira plus d'alimenter le cercle vicieux du manque de productivité, analyse l'économiste dans sa chronique.

La zone euro souffre de handicaps structurels multiples, en particulier l'absence de ressources en matières premières, la faiblesse du niveau d'éducation et de compétences, et l'insuffisance des investissements en nouvelles technologies et en recherche et développement (R&D).

L'absence de ressources en matières premières se traduit par un fort déficit de la balance commerciale en énergie – 2,2 points de produit intérieur brut (PIB) à la fin de 2023 – et en minerais et métaux – autour de 0,2 point de PIB – et, par conséquent, un problème de compétitivité. Le prix de l'énergie en Europe (autour de 30 euros le mégawattheure) est près de quatre fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, ce qui incite les entreprises à délocaliser vers des pays où les produits de base sont abondants et l'énergie moins chère, par exemple les Etats-Unis.

Le deuxième handicap structurel est la faible performance du système d'éducation et de formation professionnelle. La dernière enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA, 2022) de l'OCDE montre un écart très important de score global (mathématiques, lecture, sciences) entre le Japon (533 points), la Corée du Sud (523) ou même le Royaume-Uni (494) et la zone euro (481). Il en est de même pour les scores à l'enquête du Programme international d'évaluation des compétences des adultes (PIAAC).

Or, un score PISA et un score PIAAC élevés sont associés, lorsqu'on compare les pays de l'OCDE, à un taux d'emploi élevé et à des gains rapides de productivité. Le taux d'emploi est plus faible dans la zone euro (67,2 %) qu'au Japon (79 %), en Suède (78 %) ou au Royaume-Uni (76 %), et les gains de productivité y sont plus faibles (+ 5 % de 2010 à 2023) que, par exemple, aux Etats-Unis (+ 20 % de 2010 à 2023).

Corrélation négative

Le troisième handicap structurel de la zone euro est la faiblesse de l'investissement en nouvelles technologies et des dépenses de R&D. En 2022, le taux d'investissement en nouvelles technologies rapporté au PIB était de 3,7 % aux Etats-Unis contre 2,7 % dans la zone euro, celui des dépenses de R&D de 3,5 % aux Etats-Unis et de 2,3 % dans la zone euro. Ces deux écarts entre les Etats-Unis et la zone euro expliquent au moins 0,5 point d'écart de gains de productivité entre les premiers et la seconde, et la très faible progression de la

productivité manufacturière de la zone euro (9 % en vingt ans, entre 2002 et 2023, contre 71,6 % aux Etats-Unis).

On pourrait ajouter à cette liste la **démographie** : la population en âge de travailler (de 15 ans à 64 ans) progressera de 0,15 % par an aux Etats-Unis entre 2024 et 2030, alors qu'elle reculera de 0,62 % par an dans la zone euro. Or, il existe une **corrélation négative entre l'évolution de l'âge moyen de la population en âge de travailler et les gains de productivité** : le vieillissement de la population en âge de travailler, avec le recul du nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail, contribue aussi au déclin des gains de productivité.

L'addition de ces handicaps affectant l'économie de la zone euro explique la **faible croissance de son PIB** (+ 17 % de 2010 à 2023 contre + 43 % aux Etats-Unis) **et de sa productivité du travail** (+ 6 % de 2010 à 2023 contre + 21 % aux Etats-Unis).

Comment corriger ces handicaps ?

La zone euro bénéficie cependant d'un **excédent extérieur** (en fait, un excédent de sa balance courante) de 3 points de PIB en moyenne depuis 2014, à l'exception de l'année 2022, lorsque les prix de l'énergie importée ont crû massivement. Cet excédent a atteint **2,9 % du PIB au troisième trimestre 2023**. Une bonne stratégie serait d'utiliser cet excédent extérieur non pas pour prêter plus au « reste du monde » en dehors de la zone euro, mais pour augmenter les dépenses d'innovation et de R&D afin d'accroître la hausse des gains de productivité.

Rétablir la confiance

Mais la difficulté est que l'excédent extérieur de la zone euro est en grande partie dû aux **excédents enregistrés par deux pays de l'Union, l'Allemagne et les Pays-Bas**, dont ils constituent en quelque sorte une caractéristique du système économique. Or, depuis la crise des subprimes de 2008-2009, les pays à excédent d'épargne, inquiets du mauvais usage fait par les pays périphériques de la zone euro des capitaux qui leur étaient prêtés (bulle immobilière, infrastructures inutiles...), ont préféré investir leur excédent d'épargne dans des **projets situés hors d'Europe, en particulier en Chine et aux Etats-Unis**.

Il faudrait donc rétablir la confiance dans le bon usage de cette épargne dans la zone euro pour que l'excédent extérieur disparaisse. Si cet « **usage interne** » se substituait au financement de projets dans le reste du monde, la zone euro disposerait de près de 3 points de PIB pour investir dans les nouvelles technologies et la R&D, soit autant que les Etats-Unis, et corrigerait ainsi deux de ses handicaps importants : faiblesse de l'innovation et de la productivité. Il resterait alors à **corriger les déficiences du système éducatif qui, pour une part, résultent de problèmes d'organisation (insuffisance de formation des enseignants, organisation de l'enseignement) et, pour une autre part, d'un problème de moyens (rémunération insuffisante des enseignants)**.

Sans retour à la mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro, c'est-à-dire sans la réalisation d'une véritable union des marchés de capitaux, la zone euro n'aura plus les moyens financiers de corriger ses plus graves handicaps structurels, puisque l'épargne nécessaire continuera d'être prêtée au reste du monde.